LE DROIT A LA CARESSE

LES HOMOSEXUALITES ET LE COMBAT HOMOSEXUEL

L'HOMOSEXUALITÉ C'EST LE PROBLÈME DES PÉDÉS...
ÇA T'ARRANGE MEC... CE SERAIT DONC PAREIL POUR LES FEMMES, LES VIEUX LES ENFANTS, LES HANDICAPÉS....

L'homosexualité : problème secondaire, marginal... ? Cela l'a été aussi pendant longtemps, pour les nombreux fronts «dits» secondaires, période où le vent de l'économisme soufflait seul dans les orgas politiques, éludant quasiment par là les problèmes de la vie quotidienne, considérés à ce moment-là comme des questions strictement personnelles. La sexualité, par exemple, était réduite à des rapports de baise ou affectifs... alors qu'elle est plus que cela : par le biais de son influence sur nos désirs, pensées, actions..., elle est à la base et conditionne, par sa dimension culturelle, notre comportement individuel dans son quotidien.

Analyse erronée, donc, qui aboutit à une carence totale des orgas, même des plus «libertaires», sur ces questions et qui explique, notamment, le retard, voire l'absence de leurs positions sur la sexualité.

L'UTCL, par conséquent, se devait de prendre position sur cette question.

TABLE DES MATIERES :

* **1ère Partie : «Quelles homosexualités ?»**

* **2ème Partie : «Quelles luttes homosexuelles ?»**
  - **Quel regroupement ?**
  - **Quel combat ?**

Conclusions

* **3ème Partie : «Où en est le mouvement homosexuel aujourd'hui ?» (avec une présentation du COUARH (en annexe).**

1ère PARTIE : QUELLES HOMOSEXUALITÉS ?

Ainsi, l'homosexualité existe et concerne :

– les homosexuel(le)s s'assumant comme tel(le)s, la vivant dans leur chair, avec toute l'oppression/répression que cela comporte : exploitation commerciale (revues, films, boîtes...), oppression quotidienne (réflexions, mépris, plaisanteries, menaces), répression ouverte (agressions de loubards, descentes de flics, lois répressives) ;

*– mais aussi les «non-homos», ne serait-ce que par le biais de l'*homosexualité latente, *un des supports du fonctionnement de la société et traversant tout le tissu social : dans le sport, dans l'école, dans l'armée... et aussi dans la vie quotidienne : ainsi, pour les hommes, volonté de caresses se terminant en bourrades sur l'épaule ou claques dans le dos, agressivité sublimant parfois un désir certain de rapports plus chaleureux, camaraderie «saine et virile» des bistrots et des stades...*

– même si ce «fonctionnement» peut provenir aussi d'une recherche par eux d'un réconfort dans leur phallocratie. Pour les femmes, cette homosexualité latente est moins évidente, du fait que, conjointement, la sexualité féminine en général est délibérément niée et que la tendresse, la douceur... sont idéologiquement des aspects de la «féminité» ; cependant, cette homosexualité latente fait surface si on prend en compte certaines tendresses dans les bonjours (par bises), par exemple, (ou au contraire des comportements aggressifs à base d'émoi réciproque) ceci dans les différents lieux relatifs à leurs fonctions domestiques (école, centre commercial, laverie...).

D'ailleurs, dans certains cas (pensions, armée, prisons), une homosexualité existe, montrant par là, non pas qu'elle est une sexualité de substitution, mais que toute pratique sexuelle est le produit de conditions sociales.

RAVAGES IDÉOLOGIQUES

– L'homosexualité, dans la tête de la plupart des gens, même chez beaucoup de révolutionnaires (et les libertaires n'y sont pas exempts, loin de là), c'est l'image stéréotypée, véhiculée par l'idéologie dominante : celle du «pédé» (ou de «gouine», échappant alors à l'image de l'être soumis, ici épouse, mère ou pute), c'est-à-dire un être bizarre, efféminé, bref ce que l'on repousse, rejette, ce que l'on ne veut pas être, que l'on soit homme ou femme, bourgeois ou ouvrier... D'ailleurs, si on apprend qu'un camarade ou un voisin «en est un», cette étiquette lui collera désormais à la peau et transformera les rapports que l'on peut avoir avec lui, tout en introduisant gêne, sourde méfiance, même parfois pitié... si ce n'est, le plus courant, rejet pur et simple (cf. l'insulte, répandue et des plus violentes, de «pédé» chez les travailleurs). Ce comportement général, en fait, est assis sur une série de contre-vérités fortement enracinées, situation renforcée par un arsenal de lois réprimant l'homosexualité.

Actuellement, il est vrai que dans les sociétés libérales *«avancées», feutrées et compréhensives, il y a quelque tolérance, voire intégration, parce que l'on «en» parle et pourvu que l'homosexualité présente un visage respectable et respectueux des lois, et que les homosexuels se conten-*

tent d'être et de vivoter entre eux, sans susciter de tensions sociales, sans déranger la sexualité des «normaux» et sans leur porter cette «contagion». En effet, désormais, la tolérance est de mise, toujours efficace pour contenir les véritables conflits. Le capitalisme restructuré est prêt à récupérer l'homosexualité dans le cycle Production/Consommation et ceci afin de mieux la contrôler (cf. exemples des USA : Californie - Pays-Bas...) ; ainsi, tout en la rejetant, dans le fond, idéologiquement de la société, la bourgeoisie lui aménage ses réseaux, ses ghettos, l'homosexualité devenant par là une catégorie, et une catégorie à part. D'ailleurs, le pédé n'est-il pas là pour servir de repoussoir et de bonne conscience à l'hétéro, sentiments qui contribuent par là à le maintenir dans la certitude de sa normalité ?

En réalité, cette tolérance n'est que façade ou épisodique : il suffira d'énumérer les multiples interdictions de revues homos non pornos, l'intervention à différents niveaux des autorités vis-à-vis de manifestations culturelles homos, de la constante répression policière dans les lieux de drague, la liste conséquente d'interdictions professionnelles pour homosexualité...

De toute façon, la bourgeoisie, qu'elle présente l'homosexualité comme une tare, une maladie ou «simplement» une perversion, ne l'acceptera jamais pleinement, car c'est une forme de sexualité qui ne reproduit pas la force de travail et qui pose clairement la distinction plaisir sexuel et reproduction. D'ailleurs, pour mieux asseoir sa domination, la bourgeoisie divise la classe ouvrière en diffusant la phallocratie chez les hommes, le sentiment d'infériorité chez les femmes, ces idées étant fortement ancrées dès l'enfance et imprégnant l'ensemble du fonctionnement social ; or, l'hostilité à l'homosexualité se situe dans ce cadre : elle est le complément de la phallocratie. Le travailleur qui agresse sans cesse les femmes verbalement, qui ne parle que «drague» et «baise» est le même qui injurie les «pédés» ; dans les deux cas, il traduit la même peur, sa peur de ne pas être le mâle, tel que le décrit la bourgeoisie, le reproducteur puissant... Alors pour affirmer sa virilité, il essaie de dominer les femmes (quitte parfois à tenter de les violer) et il s'en prend aux homosexuels (cela peut aller jusqu'au tabassage).

Ainsi, qu'il existe un puritanisme éculé propre à une bourgeoisie conservatrice (répression de l'homosexualité) ou qu'il existe un libéralisme desserrant les normes (tolérance de l'homosexualité), la même soumission de toute sexualité à l'ordre socio-économique capitaliste est un fondement de nos sociétés, comme la structure familiale hétérosexuelle en constitue la structure de base, le Pouvoir continuant, d'ailleurs, à se servir de l'homosexualité latente comme un des ressorts inconscients faisant fonctionner l'actuelle société.

– Tare de la bourgeoisie décadente, l'homosexualité le fut pour beaucoup d'organisations révolutionnaires pendant longtemps et l'est encore maintenant pour certaines, «pures et dures» (HR-PCR, AJS ; LO dans une certaine mesure). Pour les autres, ce ne fut qu'ignorance, voilage de face..., renvoyant de facto la «question homosexuelle» à plus tard (post-révolution ?), comme pour beaucoup d'autres problèmes, d'ailleurs ; et même si cette question homosexuelle a interrogé (interroge encore ??!) quelques rares orgas, notamment la LCR, soucieuses en fait d'électoralisme, voire de recrutement (l'homosexualité est de mode et se vend bien, même chez les gauchistes), les faits montrent que l'on se leurrait si on croyait à leur réelle volonté de combattre sur ce terrain-là.

NÉCESSITÉ D'UNE LUTTE HOMO

La lutte des homosexuel-(le)s, c'est une lutte pour la défense des droits d'une minorité opprimée, lutte contre la répression et les discriminations qu'elle subit quotidiennement ; mais cette lutte permet aussi, comme celle des femmes, un questionnement sur l'ensemble de notre sexualité, en particulier sur les rôles sociaux imposés, modèles normés et normatifs (Homo/Héréro ; Féminin/Masculin ; Enfant/Adulte...), habituelle division qui sert si bien la bourgeoisie, mais aussi sur le Désir, sur la fonction de la Famille et du Couple, de la Phallocratie... Il ne s'agit pas de «valoriser» l'homosexualité en tant que minorité opprimée, ni de la cautionner comme «naturellement subversive et révolutionnaire». Mais, de par son statut de sexualité opprimée (comme celle des femmes), l'homosexualité peut avoir un rôle important dans la remise en cause des rapports sociaux, dans la lutte pour une autre société où existerait la composante homosexuelle du désir, composante à part entière de celui-ci, en réalité polymorphe.

2ème PARTIE :

A/ - QUEL REGROUPEMENT ?

1/ UN REGROUPEMENT NÉCESSAIRE

Pour rompre notre isolement affectif et social et briser le cadre misérable de notre vécu (comment pouvons-nous, homos, accepter et supporter cet état de fait où est plongé notre sexualité ?!) et afin de dépasser notre stade actuel de frustration, d'insatisfaction, de conscience, de manque, de vide à combler (surtout en province)...

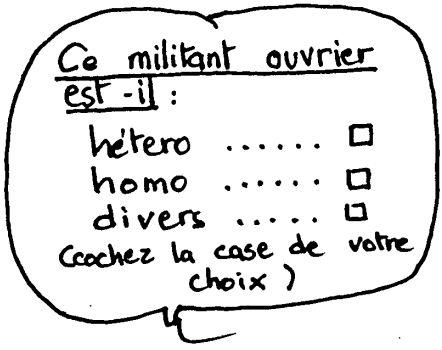
– Ensuite, pour affirmer ouvertement ce que nous sommes et vivre tel(le)s quel(le)s, pour combattre Honte, Crainte, Angoisse... et riposter à la répression policière et à l'oppression quotidienne.

Donc, tout en sachant alors que des relations vraies sont nécessaires et possibles, afin de discuter en commun de l'homosexualité et peut-être de réinventer la vie à notre façon contre tabous et normes.

2/ SUR QUELLES BASES ?

Réunir des homos, uniquement, ne veut rien dire comme projet.

D'abord, ce n'est pas le simple fait d'avoir des pratiques homosexuelles qui permet à un homme ou une femme d'échapper aux contraintes et à la formation que la société fait peser sur lui ou elle, dès son plus jeune âge : ainsi, il n'y a pas d'homosexualité révolutionnaire en soi (comme certains homos ont pu le penser un temps ou même le pensent encore maintenant), née simplement de l'affirmation d'un désir et d'une pratique sexuelle marginale dans une société basée sur l'exploitation des plus faibles. D'ailleurs, toute tentative en ce sens a toujours échoué, l'homosexuel phallocrate est le seul qui moyennant du fric et un peu de clandestinité peut assouvir ses désirs en écrasant les autres homosexuels et les femmes. En particulier, pour le bourgeois homosexuel bien intégré surtout s'il est Parisien et, même s'il a choisi de vivre dans l'hypocrisie, sa sexualité n'est que peu soumise à l'interdit social qui frappe l'homosexualité, normalité secrétée à des fins idéologiques pour le peuple : ainsi, on ne se reconnaît d'autant moins homo que l'on est prolo, ce qui a pour conséquence que l'on est d'autant moins fort pour réagir, que l'on a sa propre sexualité réprimée... La lutte des classes traverse



aussi le milieu homosexuel, un patron, même homo, reste un patron exploiteur ; de plus, il aura la possibilité de fréquenter un ghetto aménagé et luxueux, tandis que le prolo devra se contenter des «tasses» (pissotières). Un patron homosexuel ne peut lutter effectivement pour la libération de l'homosexualité sans renier sa classe qui impose ses tabous, donc sans se renier en tant que patron. Il ne peut y avoir de libération de l'homosexualité qu'à partir de rapports nouveaux, donc dans une autre société, ce qui nous amène à nous retrouver dans le combat du mouvement ouvrier, seule force capable d'amener ce changement. Ainsi, pour que le socialisme ne soit pas une caricature, nous avons, nous homosexuel(le)s, un rôle à jouer dans la lutte des classes.

D'ailleurs, cette volonté qu'ont certains de réaliser un regroupement homosexuel sur la seule base de la prétendue «solidarité homo» aboutit à une impasse politique : c'est la simple reproduction entre homos (ici, «conscients») du ghetto actuel auquel l'on veut échapper et l'aboutissement, en définitive, à son aménagement. Aux Etats-Unis, il existe, d'ailleurs, dans certaines grandes villes, le quartier «gay» (homosexuel) à côté des quartiers noir, juif, chinois... Et de reproduire par là une mini société coupée du corps social, marquée par le sectarisme, l'exclusion des femmes et par une forte tendance à la misogynie.

3/ FONCTION DE CE REGROUPEMENT

Ce regroupement doit être, et ceci de façon indissoublement liée :

– Une structure d'accueil et de solidarité pour homosexuel(le)s en dérive, en recherche... évidemment sans être toutefois, un genre de SOS-Amitié ou de Ménie Grégoire. Cet aspect est fort important, surtout pour un groupe qui veut travailler sur le quotidien : cet accueil permet aux homos qui le recherchent, d'être rassurés, de trouver une certaine séré-

nité, de ne plus se contenir (culpabilité, dissimulation) et de vivre sa sexualité à découvert, de se débarrasser (dans sa tête) du sentiment d'oppression issu du regard de la société, de se sentir à l'aise, voire même «complice», bref, de sortir, même qu'un peu, du vécu quotidien très souvent douloureux, fait d'humiliations et de brimades quelque soit le degré où elles se trouvent. Ainsi, ce regroupement doit répondre au besoin de briser l'isolement où nous tient le ghetto (et aussi de briser ce processus social de la répression/auto-répression) de même que celui de s'exprimer librement, de communiquer avec d'autres homos, afin de se retrouver entre nous, parler, mettre en commun ce que nous avons appris à cacher et pour en finir enfin avec l'isolement et le désespoir.

– Une structure de recherche et de travail, qui découle de ce qui précède, pour la transformation radicale du statut de l'homosexualité, ce qui nécessite, après une analyse de l'oppression spécifique des homosexuel(le)s, l'élaboration de bases politiques, que l'on exposera ci-dessous (en 2ème partie : «Quel combat ?») et de trouver l'élan nécessaire, l'envie de lutter et la conscience que seul un groupe homo, à condition qu'il soit «lieu ouvert», peut combattre efficacement la répression spécifique des homosexuel(le)s : ce regroupement se voulant ainsi politisation du vécu à partir du vécu sexuel.

... MAIS AUSSI UN REGROUPEMENT DOUBLEMENT SPÉCIFIQUE

S'il ne doit pas être autonome, en particulier par rapport aux organisations politiques ou autres (c'est-à-dire coupé totalement d'elles), par contre, ce regroupement doit être spécifique. *D'abord parce que, comme on l'a vu plus haut, les orgas politiques ont été incapables (avec quelques nuances...) de prendre en charge, car jugés «non-prioritaires», beaucoup de problèmes «particuliers» concernant la vie quotidienne de l'individu et les rapports entre les gens (santé, justice, psychiatrie sexualité, habitat) ; en particulier, si les femmes en lutte avaient attendu et compté sur ces orgas, même d'extrême-gauche, jamais elles n'auraient pu se faire entendre comme elles l'ont fait (et c'est encore bougrement*

actuel !). Ensuite, n'est-il pas politiquement plus sain et plus honnête que des problèmes particuliers soient pris en charge par ceux qui sont concernés directement et au premier chef, et non par des appareils organisés qui décideraient et agiraient à leur place ?

ne tient pas compte de l'oppression spécifique des homosexuel(le)s et de l'énorme travail à faire, notamment contre l'idéologie dominante sur cette question. Vu le tabou anti-homosexuel imprégnant encore aujourd'hui notre société, et même si le mouvement homo français a fait un peu parler de lui, un regroupement contre les normes sexuelles en général aurait tendance à escamoter l'homosexualité ou à la renvoyer aux seul(e)s homosexuel(le)s ; de plus, quelle assurance aurions-nous, homos, de nous y faire entendre comme nous le désirons ?...

Le même escamotage existerait en définitive aussi, et c'est une autre façon de voir les choses, si on se basait sur la bisexualité.

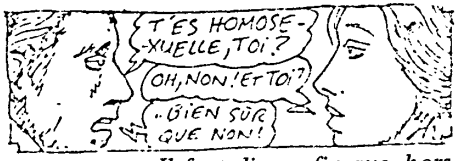
Non seulement ce regroupement doit être spécifique, mais il doit être aussi (provisoirement) «non-généraliste» *: c'est-à-dire que même si la lutte pour la libération de l'homosexualité doit être, aussi et de façon liée, une lutte pour la destruction du phallocratisme, ce regroupement, toutefois, ne doit pas être (encore) un mouvement sur la sexualité en général. Bien sûr, on pourrait penser que cette structure large éviterait à nous, homos, de rester marginaux et nous permettrait d'aborder la question de la sexualité dans son ensemble, dans notre société ; mais cette position, en fait,*

Car, si on est ou l'on peut être bisexuel, tout au moins à des degrés très divers selon les gens, par contre il est certain que si on luttait pour la bisexualité, le «pôle homosexuel» serait à coup sûr noyé dans ce concept de bisexualité, concept d'ailleurs facile, car «rassurant» : qu'est-ce qui peut être source de discriminations, de non-reconnaissance, voire d'agressions chez quelqu'un qui a des rapports avec l'un ou l'autre sexe, si ce n'est son rapport homosexuel !

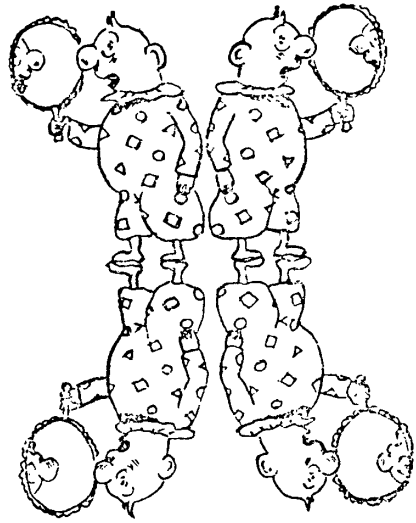
Par contre, un danger peut menacer ce type de regroupement spécifiquement homo : sa propre ghettoïsation, abou-

tissant à une inélucable sclérose, avec souvent l'instauration d'une nouvelle norme, alors homosexuelle. Pour éviter ce danger, ce regroupement ne doit pas se replier sur lui-même...

Si ce regroupement concerne au premier abord des personnes unies par un vécu homosexuel (non forcément exclusif), par une position libératrice par rapport à ce vécu et par le désir de rechercher un rapport à l'autre, différent, ce regroupement doit, dans son fonctionnement et sa structure, s'ouvrir à l'extérieur, *en particulier aux hétéros qui veulent sincèrement travailler avec nous sur l'homosexualité, sans voyeurisme intellectuel, sans condescendance, sans esprit de mode, ni volonté de récupération... D'ailleurs, ce désir d'ouverture pourrait permettre de contrer une ghettoïsation menaçante.*



Il faut dire enfin que, hors de ce cadre spécifique, les homos ont à lutter sans cesse, même si cela n'est pas facile, pour que soit prise en compte leur oppression, ce qui signifie qu'il doit exister un travail militant individuel continuel («pouvoir être homo 24 H/24 et pas seulement lors de «dragues»...) ; ce qui suppose à son tour une véritable interpénétration de son vécu quotidien et de sa réflexion politique...



Par ailleurs, ce type de regroupement a une autre spécificité d'ordre affectif, au niveau interindividuel *à l'intérieur du groupe : en effet, le vécu y est différent de celui d'autres structures de masses, puisque les personnes du groupe sont* désirables *entre elles. Ceci aboutit à un fonctionnement particulier, où la subjectivité interférant est importante et qui ne manque pas d'aléas, de blocages, d'attitudes de fuite, d'agression ou de refuge, figeant ou faussant par là les relations interindividus.*

MIXITÉ OU NON-MIXITÉ ?

Dans ce regroupement spécifique, on devrait a priori trouver ensemble des garçons homosexuels et des filles homosexuelles. Or, cela est rarement le cas, car de fait ils sont souvent séparés organisationnellement.

Pourtant, les lesbiennes ne sont pas en reste dans les luttes, puisqu'elles ont participé dès le début à la lutte des femmes et à celle des homos ; mais il est vrai qu'elles continuent à être niées en tant que telles. Et si des lesbiennes toutefois s'organisent dans des groupes femmes, il y a carence relative du Mouvement des Femmes sur cette question, même si dès sa naissance, pourtant, la dimension homo existait et s'affirmait en tant que valeur et identité féministe.

Par ailleurs, au niveau de la lutte des homos et en particulier au niveau de certains GLH, cette mise à l'écart des homosexuelles pose problème.

Bien sûr, il y a une apparente contradiction entre :

– d'une part, le fait que les homosexuels masculins et féminins sont les uns et les autres confrontés à la normalité hétérosexuelle et au phallocratisme (voire au patriarcat), même si l'oppression et le vécu sont différents (mais le pédéraste, par exemple, a aussi une oppression et un vécu différents de l'homosexuel «orthodoxe» !) ;

– et d'autre part, que les homosexuels sont, de par leur discours, de par leurs attitudes et de par leur éducation en tant que «mecs», des agents de l'oppression des femmes et donc des homosexuelles.

Cette contradiction, même si cela n'est pas évident à priori, doit être surmontée, car tout «saucissonnement», de fait, des problèmes (aboutissant alors à des groupes d'homos masculins, des groupes de lesbiennes, des groupes de pédérastes...) ne sert que le Pouvoir («diviser

pour mieux régner»). Les homos hommes et femmes ont donc intérêt à se grouper pour défendre ensemble le grand nombre des revendications qui leur sont communes ; ils ont une lutte à mener ensemble contre leur oppression, véhiculée par les hommes et les femmes «normalisés et normalisants», de même que les lesbiennes ont une lutte à mener contre leur oppression (en tant que femmes), véhiculée par les hommes homosexuels ou non. C'est d'ailleurs, en référence à ce dernier point, que l'oppression des lesbiennes est aussi inséparable et indissolublement liée à celle de toutes les femmes dont la sexualité est niée, en même temps qu'elle se distingue de celle des autres femmes, notamment par le fait que leur sexualité n'est pas directement organisée en fonction de celle des hommes et que les revendications dont sont encore imprégnés les groupes femmes, comme l'Avortement, la Contraception, n'impliquent pas forcément (et même rarement) une remise en cause de la sexualité et une interrogation sur l'homosexualité.

Il est donc nécessaire d'avoir un cadre de réflexion et d'action commun sur l'homosexualité des hommes et des femmes par rapport à la spécificité de l'homosexualité ; remise en cause des rôles, travestisme, répression... Mais il faut aussi des structures séparées d'élaboration, de discussion, d'analyse et d'accueil, des homos masculins d'une part et féminins d'autre part, vu la grande différence qui existe sur les origines, les formes, le vécu, la place dans les rapports sociaux de ces oppressions, ceci d'ailleurs en vue de la double appartenance, de fait, des lesbiennes au mouvement des femmes et au mouvement des homos.

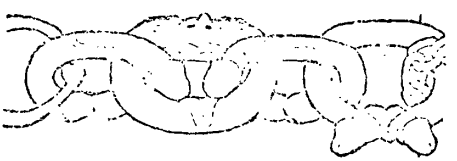
Et c'est cet embryon de mixité que l'on commence à voir sur le terrain de la lutte contre la répression, au sein du COUARH, quand il n'existe déjà dans les quelques GLH mixtes.

B/ QUEL COMBAT ?

GRANDES LIGNES D'ACTION

Le Corps, en tant que force de travail, est devenu, sous l'emprise du Capital, une marchandise parmi d'autres. Cette soumission du Corps au règne de la marchandise et le développement de la division du travail ont abouti d'une part à l'installation d'une normalité de la sexualité, réduite alors aux seules fonctions de procréation (reproduction biologique), ceci à des fins de renouvellement de la force du travail (reproduction socio-économique) ; d'autre part, à la canalisation de l'activité corporelle dans le cadre restreint du sport de compétition (dont la base est le rendement).

La lutte pour l'abolition du corps-marchandise passe dans tous les combats contre l'exploitation faisant du corps une simple machine à produire, qu'on use et qu'on répare, mais aussi dans les actions et mobilisations spécifiques contre la répression sexuelle et pour l'affirmation de pouvoir vivre sa sexualité hors normes.



Le désir homosexuel, quant à lui, est une composante à part entière de la sexualité. Cependant, dès l'enfance, tout être est soumis à un sournois et pesant conditionnement menant à la seule hétérosexualité, elle, «normale» (c'est-à-dire, conforme à une norme imposée), sexualité officielle d'ailleurs elle-même bien étriquée dans les faits et autorisée dans le cadre du couple, marié si possible... Ce conditionnement, d'une part est assuré par toutes les Institutions bourgeoises (famille, école, armée...), agissant notamment sur l'enfant, puis sur l'adolescent, la répression de leur sexualité, en particulier, était là pour la restriction de toute recherche du plaisir au profit du cadre normé de la procréation et à des fins de préparation d'une force de travail rentable, car docile. D'autre part, ce conditionnement a comme vecteurs idéologiques des valeurs à combattre qui sont :

– *la* Normalité sexuelle *et ses fondements... Cette lutte qui pour nous, homos, est le* droit à la différence *rejoint par là le combat des femmes luttant comme nous sur la division des sexes et le sexisme. Cette lutte ne veut évidemment pas dire l'instauration d'une nouvelle norme (l'homosexualité, alors néga-*

tif ou complémentaire de la norme actuelle), ce que certains homos veulent en fait et qui est à rejeter ; de même, cette lutte ne doit pas être une simple demande d'égalité juridico-sociale, avec les hétérosexuels, comme le fait le club bourgeois Arcadie (qui, en plus, œuvre pour une intégration sociale) ou comme le préconisent certains libéraux «d'avant-garde» (cf. proposition de loi Caillavet), ou réformistes (cf. proposition identique déposée par le PS-MRG).

– *les* Rôles sociaux *tels Homme/Femme et les concepts idéologiques de Virilité et de Masculin/Féminin, de même que ceux tels Normal/Anormal, Actif/Passif, Jeune/Vieux, Beau/Laid et aussi celui d'Adulte/Enfant ; enfin, bien sûr, celui d'Hétéro/Homo, cette dernière paire étant particulièrement un facteur d'incompréhension, d'incommunicabilité, de sectarisme, de rejet... Un autre stéréotype double à briser aussi est celui de Vie sociale (dite «vie publique») /Vie affectivo-sexuelle (dite «vie privée»).*

Cette division entre antagonismes et l'installation, en corollaire, des Rôles ont été créés idéologiquement en vue d'une plus efficace exploitation de l'homme : «la société a peur de tout ce qui vient du plus profond de nous-mêmes ; elle doit donc classer pour régner, identifier pour opprimer».

Ces valeurs que l'on doit combattre sont le pendant de la phallocratie régnante que l'on doit conjointement remettre en cause ainsi que la Famille bourgeoise.

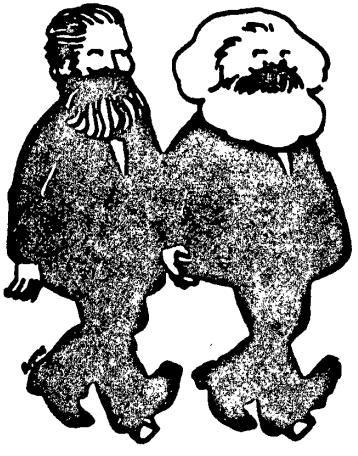
PREMIERES TACHES

* *Sur le plan juridique et médical, lutte pour l'abrogation des lois discriminatoires et répressives envers l'homosexualité, c'est-à-dire non seulement l' Art. 331-3 du code pénal, mais aussi les autres lois sur les «bonnes mœurs» (Art. 283 et 284 du C.P. ; Art. 16 de la Fonction publique), sur la «protection des mineurs» (Art. 334-1, Art. 356) ; de même que contre la répression psychiatrique (médicalisation de l'homosexualité).*

1/ ET DANS LES SYNDICATS... ?

Un combat continuel doit se faire sur ce sujet de l'homosexualité dans les structures syndicales, combat certes dur à mener, compte tenu que les problèmes de la vie quotidienne, et en particulier concernant la sexualité, n'y sont qu'effleurés (quand ils le sont !), car ils sont considérés comme appartenant à la sacro-sainte «vie privée» dont-on-ne-parle-pas ; d'ailleurs l'on appréciera le chemin à faire si l'on examine, par exemple, les réticences de fait de la CFDT et la CGT à propos de la rediscussion de la loi sur l'IVG, malgré les déclarations confédérales de bonne intention.

Cependant, ponctuellement, il y eut, quant à



l'homosexualité, de façon très limitée toutefois, quelques actions dans certaines sections syndicales CFDT, généralement en réaction à des tracasseries professionnelles d'homosexuels en entreprise (Bull-Belfort, communaux-Toulouse...). Mais c'est par le biais de la dynamique de la campagne contre les interdictions professionnelles pour homosexualité, impulsée par le COUARH (cf. annexe, 3e partie) que la question de l'homosexualité a été portée le plus loin au sein des syndicats : contacts avec le SNEP-FEN, le SGPEN-CGT, et même avec le SGEN (S.N) et la confédé CFDT (CE et BN). A rajouter les soutiens de quelques structures syndicales aux cas «nationaux» défendus par le COUARH : Rossignol (UL-CFDT Marseille, SGEN) ; Fourniols (SNPES-FEN, SNTES-CFDT, SNEPAP) ; Croissant (CFDT-Communaux, UL-CFDT d'Ivry).

Il est important donc que cette action concernant l'homosexualité vis-à-vis des syndicats, action actuellement embryonnaire, soit poursuivie de façon encore plus forte ; et ceci non seulement sur les interdictions professionnelles pour homosexualité, même si celles-ci constituent un «tremplin» stratégique idéal, pour discuter de l'homosexualité en général et apporter des revendications concrètes à ce sujet.

2/ QUELLE INTERVENTION COMMUNISTE-LIBERTAIRE ?

C'est dans cette optique que les homosexuel(le)s communistes-libertaires doivent entrer dans les GLH provinciaux, les CHA parisiens ou les divers Groupes de lesbiennes existants, seuls lieux adéquats pour une lutte sur ce terrain, même s'ils ont d'assez fortes diversités entre eux.

Ils (elles) doivent y entrer pour combattre en particulier une tendance certaine dans le mouvement homo masculin à la non-organisation, même si cette tendance semble s'atténuer fortement ; pour pousser le mouvement homo féminin, en train de se (re)chercher et actuellement faiblement présent sur le terrain des luttes, à intervenir de façon notable (et aussi active que son frère masculin) ; d'œuvrer à combler le fossé pédés-gouines, dont un timide rapprochement se fait jour cependant au sein du COUARH, fossé s'expliquant par une incompréhension mutuelle et par un lourd passif, mais qui ne fait que le jeu du pouvoir...

«Agir pour libérer les homosexuels, hommes et femmes, c'est agir pour qu'il n'existe plus aucune discrimination, dans la loi comme dans les faits, en raison des tendances sexuelles. C'est agir en sorte qu'il n'existe plus aucune raison réelle pour personne de dissimuler, voire de réprimer, ses penchants sexuels. C'est à la fin, obtenir qu'on n'attache plus aucune importance au fait d'être ou non homosexuel.»

** Sur le plan social : lutte pour la suppression de la discrimination dans l'emploi et le logement (et corollairement, pour la reconnaissance de la liaison homosexuelle).*

** Sur le plan idéologique : lutte contre l'image stéréotypée réactionnaire de l'homosexualité, diffusée en particulier par les mass media ; combat contre la pseudo-éducation sexuelle dans les lycées, collèges...*

** Sur le plan défensif : soutien actif aux différents cas de répression pour cause de déviance sexuelle ; combat contre la censure de la presse homo.*

** Reconnaissance, à part entière, de la sexualité des enfants et adolescents, premières victimes de notre normalité sexuelle répressive : en particulier, droit du libre choix de partenaire (1) ; émancipation réelle avec prise en charge collective sur le plan éducationnel...*

(1) cf. à ce sujet, la «Lettre ouverte à la Commission de Révision du Code Pénal pour la révision de certains textes législatifs régissant les rapports entre adultes et mineurs» (et, incidemment, les rapports des mineurs entre eux), lettre diffusée en son temps dans la presse.

CONCLUSIONS

Cette lutte pour la libération de l'homosexualité fait partie du plus vaste combat qui a pour objectif la liberté pour chaque individu de découvrir et de vivre sa sexualité sous toutes ses formes avec partenaire consentant ; elle passe donc par :

– la nécessité d'un groupe spécifique, efficace et cohérent (donc organisé), ouvert à tous et combattif, constitué par des personnes réunies par une même volonté d'action, résolue et tenace, sur les bases et analyses politiques précédentes ;

– la liaison avec le Mouvement des Femmes, tout au moins avec une certaine partie (celle se réclamant de la lutte des classes), afin que cette lutte contre l'oppression de l'homosexualité et pour son affirmation, devienne partie intégrante de la lutte anti-capitaliste du mouvement ouvrier, dans la phase anti-phallocratique de ce combat.

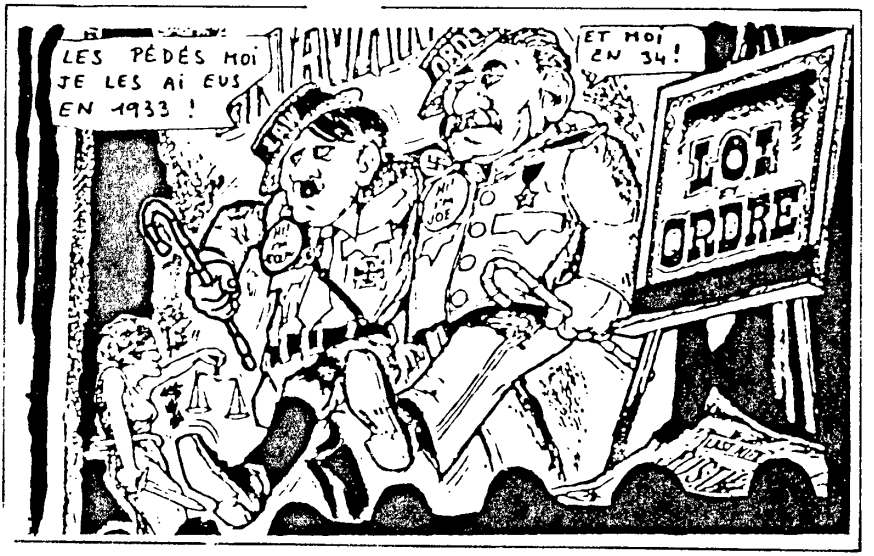
3ème PARTIE :

BREF HISTORIQUE...

Dans la lignée de l'explosion «affective» d'homos des deux sexes, qui donna naissance au FHAR dans les années 70, mort en définitive par manque d'organisation et de cohésion politique, deux groupes, issus de lui prirent la relève :

1/ le Fléau Social qui devint rapidement ultra-gauchiste, abandonnant en fait, le terrain de l'(homo)sexualité, pour mourir au bout de quelques numéros ;

2/ l'Antinorm, qui tout en partant du sexuel, voulut traiter, sans aucun lien, de beaucoup de sujets : sa logique alla même, par une volonté à construire un mouvement homo de masse, à appeler à créer des comités Sexpol regroupant la «grande famille» des femmes, jeunes, homos, immigrés, prisonniers, psychiatrisés... (projet intellectuel élitiste reposant sur le désir de regroupement des fronts de lutte d'«insurrection de la vie» (sic)) ; il est mort, lui, en 74, après une crapuleuse affaire financière due au bureaucrate qui en était le pivot incontesté, ceci faisant suite d'ailleurs, à une tentative autocratique de sa part d'un rapprochement conséquent, voire d'intégration, avec la ligue d'alors (FCR).



A cette période le mouvement homo était donc essentiellement parisien et ghettoïsé au milieu intellectuel ; quant à la mixité, si elle a existé au début du FARH (à la fin, il y eut exclusion de fait des lesbiennes) et fut quasi-inexistante à Antinorm, on voit qu'elle n'a pas fonctionné, alors que les lesbiennes sont à l'initiative de l'apparition du mouvement homo (en France ou ailleurs). A noter que par ailleurs, le mouvement homo féminin est indissociable du mouvement des femmes qui a démarré, en fait, sur la problématique homo (avec notamment le refus des «mec»).

En avril 74, après plus d'une année de silence, le mouvement homo repartit, avec la création du GLH à Paris (qui prit véritablement son essor à la mi-75), puis à Mulhouse, suivi de Strasbourg quelque temps après : beaucoup de contacts internationaux (les mouvements européens étaient en plein boum, de même que, depuis un certain temps, aux Etats-Unis et au Canada); une organisation interne conséquente*

* *Apparition à ce moment-là du mot US «gay», c'est-à-dire homosexuel n'ayant plus honte et revendiquant son homosexualité.*

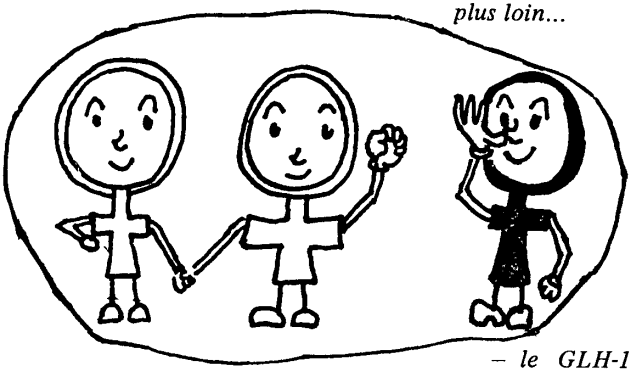
(Manifeste, Bulletin Intérieur avec traduction de textes étrangers et comptes rendus divers, plate-forme d'action) ; des textes de réflexion (sur travestisme, ghetto, vécu, les diverses répressions...) et

travail en commissions (médicale et psychiatrique, juridique, journal et presse, historique...).

Cependant, les divergences s'accentuant fortement, s'affirmant en tendances, le GLH «unitaire» (Paris) se divisa alors en trois groupes au 14 décembre 75 :

– le GLH-Groupe de Bases, faisant en fait scission le premier, prônant que l'homosexualité à elle seule est «révolutionnaire». Cette position supra-classiste se réduisait à la seule perspective du combat homosexuel, les autres luttes ou aspects du quotidien, quels qu'ils soient, ne les intéressant pas ; à ajouter à ces idées petites-bourgeoises, un esthétisme provocant délibéré et une tendance à «aménager» le vécu homo.

– le GLH-PQ, qui s'était regroupé auparavant sur des textes de réflexion et d'analyse, rompant à son tour sur ses propres bases, en particulier en opposition à un texte misogyne du 3e groupe. Mais on verra le GLH-PQ en détail plus loin...



– le GLH-14 Décembre, laissé pour compte et arbitre-repoussoir de l'affrontement principal entre les deux précédents, les renvoyant alors dos à dos, taxant le premier de «réformiste», le deuxième de «gauchiste» et se considérant comme «libertaire» (sic) ou de «nouvelle gauche». Ce groupe était en fait une mosaïque d'idées, de réflexions parfois très contradictoires entre elles ; et s'il avait une conception globale assez claire de l'organisation (GLH), de même qu'une

certaine volonté de coopération avec les autres fronts de lutte, ce groupe avait cependant une stratégie et une pratique fort ambiguës (ainsi, l'affirmation de la nécessité que les homosexuelles soient partie prenante des luttes, contredite par une certaine misogynie de fait) et tout azimuth.

Durant cette deuxième grande période, le mouvement homo (encore essentiellement masculin), avait nettement, même divisé, une plus grande audience que par le passé ; d'ailleurs en même temps qu'apparaissait le GLH-Paris, s'éclatant donc ensuite en 3 groupes, naissaient parallèlement un peu partout et de façon indépendante, une douzaine de groupes de province (dans le sillage politique de PQ).

QU'ÉTAIT LE G.L.H/P.Q. ?

Le Groupe de Libération Homosexuel / Politique et Quotidien, d'ailleurs armé d'un nombre important de textes, ne voulait pas seulement impulser une lutte pour une satisfaction catégorielle, de revendications (homosexuelles), comme le faisaient les autres groupes du GLH, mais aussi de lui faire rejoindre une lutte plus globale contre l'exploitation : d'où une volonté de questionner/débattre avec des orgas (féministes, politiques...).

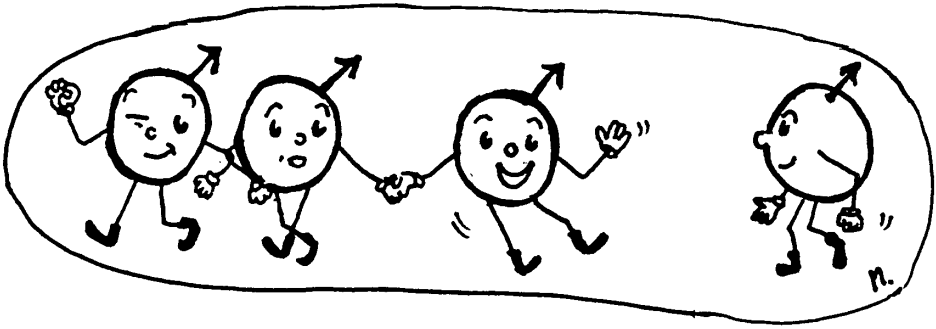
En outre, s'exprimait une volonté d'essayer de briser la seule référence traditionnelle à l'homosexualité masculine «orthodoxe» (d'où création de commissions sur le travestisme, sur la pédérastie...), essais malheureusement sans résultats conséquents.

Quant aux actions les plus intéressantes, on peut noter des interventions diverses, manifs, fêtes..., mais aussi travail de sensibilisation à l'école émancipée (création, quoique éphémère, d'une commission «homosexualité» à l'EE) ou aux états généraux du PSU (juillet 76), contacts ou travail suivis avec la CFDT, le planning...

QUELQUES ÉLÉMENTS POUR EXPLIQUER L'ÉCHEC DU GLH/PQ...

Alors que PQ portait beaucoup d'espérances tant théoriques qu'organisationnelles (surtout en province), il a achoppé sur plusieurs choses. Pourquoi ?

– au niveau stratégique, *si PQ devait scissionner à un moment donné (démarcation nécessaire du GLH-GB), peut-être cela s'est réalisé trop tôt (faibles débats autour des textes contradictoires) et surtout de façon rapide et*



sectaire (par pratique typiquement gauchiste), alors que le GLH (ex-Unitaire) s'organisait peu à peu : diverses commissions, venant d'être créées, disparurent après la scission, si certaines voulaient être reprises par PQ, les essais ne furent pas menés à bien. Peut-être que par cette scission sèche et sans appel, voulait-il «emporter le morceau», en particulier vis-à-vis des indécis qui feront en définitive le GLH-14 Déc.

– au niveau théorique, *si certaines réflexions ont été profondes et fructueuses (ainsi, sur l'homosexualité latente dans la société), et même si PQ a lancé le débat à l'extérieur, en particulier dans l'extrême gauche (là avec un net succès), afin de susciter des prises de position, beaucoup de réflexions internes prévues n'ont pas eu lieu, ce qui fut préjudiciable à l'avancée du combat homo. De plus, si ce n'est quelques textes de réflexions de sous-groupes, aucun bilan général n'a paru (sur le fonctionnement ; sur la scission et les différences avec les autres GLH-Paris ; sur le rapport Paris/Province ; sur la stratégie à l'extérieur...) : cela illustre le savoir/pouvoir de quelques-uns et l'implicite qui régnèrent dans tout le groupe.*

– au niveau fonctionnement *(le point crucial, en fait), plusieurs faits :*

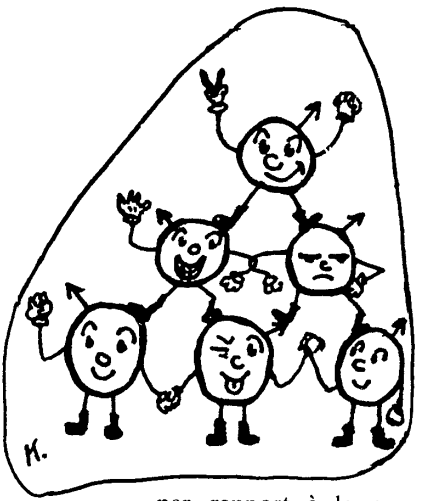
** passivité des AG et prise du pouvoir décisionnel par une poignée des plus radicaux, devenant alors des «stars».*

** disparition de la mixité: alors qu'elles étaient partie prenante du projet de PQ à la scission de Décembre 75, les lesbiennes en partirent assez rapidement, départ qui sanctionnait de fait le fonctionnement réel non mixte, car la mixité était en réalité constamment éludée (comme question gênante).*

** déchirements idéologiques internes (entre maos, trotzkistes, inorganisés) qui répondaient à des stratégies léninistes de prise de pouvoir au sein de PQ ; ceci a nuit à son caractère (embryonnaire) de masse et l'a fait apparaître à l'extérieur comme gauchiste.*

** et en corollaire, PQ paraissait assez hermétique et élitiste aux homos «extérieurs» (théorisation accrue, en décalage avec eux). A noter que la dernière phase de PQ fut une période «folle» succédant donc à cette période gauchiste (maos, puis trotzkistes), achevant en fait PQ par l'attitude «anti-organisationnelle» systématique et l'hystérie provocatrice des «stars» de cette période.*

** à l'intérieur de PQ, une faible communication et, corollairement, une absence d'affectivité relationnelle (d'où une agressivité continuelle...) faisant ressembler PQ à une sorte de ghetto élitiste d'intellectuels. Et c'est la confrontation militante à l'extérieur qui unifiait en réalité le groupe.*



— par rapport à la province, *PQ était en décalage persistant, ne se rendant pas compte de la situation hexagonale (misère affectivo-sexuelle, répressions, faibles possibilités d'affirmation de sa radicalisation...) compte tenu qu'à Paris on peut vivre relativement son homosexualité, de même que de l'affirmer (soutien extérieur possible, lancements de débats...). De plus, PQ surestimait cette émergence, à cette période, de la province qu'il voulait participante à une cristallisation politique autour de lui.*

C'est de cette méconnaissance, doublée d'un paternalisme, qui fit distendre relativement les liens Paris-Province.

— GLH/PQ devenait donc un refuge socio-politique pour homos masculins refusant les ghettos avec un double décalage grandissant :

— poignée dirigeante/reste de PQ,

— PQ/réalité homo extérieure,

— en plus d'une relative indifférence de fait à l'égard de la Province.

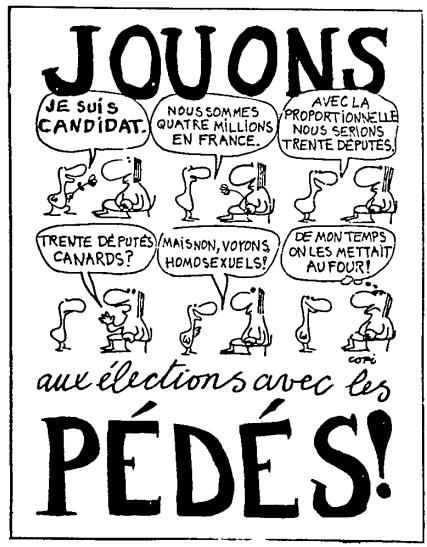
ET ACTUELLEMENT ??...

Le GLH-GB s'est dissous en fin d'année 77, suivi peu après du GLH-Décembre (en fait, ce dernier n'existait pas en tant que «groupe», mais était une somme d'individus, revendiquant autant de discours que de personnes).

Quant au GLH/PQ, épuisé entre autres choses par des déchirements internes (et aussi par des conflits de personnes) et moribond depuis des mois, mais ne l'avouant pas, il a été achevé financièrement et au niveau «investissement militant» par sa participation aux législatives de Mars 78 (5 candidats potentiels d'où 2 inscrits, en fait). Pensaient-ils, ces camarades, faire ainsi repartir leur groupe à cette occasion (par le biais des médias), par une éventuelle venue d'homos, impulsant alors une prise en charge réelle collective du groupe ?

Parallèlement et assez indépendamment de PQ (contacts ponctuels, participation de la province aux 1ers Mai 77 et 78 à Paris), les groupes de province se développaient, quoique inégalement.

A noter que la province avait demandé plusieurs fois la tenue d'une coordination nationale en 77 de tous les GLH (Province et Paris), projet qui s'est transformé totalement en états généraux de l'homosexualité, fin avril 78 (PQ était mort en fait), regroupement assez foireux et ne répondant pas du tout aux demandes antérieures (en particulier de la province).



ET MAINTENANT, DANS LES «EIGHTIES» ??

– Existent (au printemps 80), bon gré mal gré, une trentaine de CHA (à Paris) et de GLH* (en province) et, nationalement, une petite dizaine de Groupes de Lesbiennes, de même qu'une presse homo «radicale» assez développée (essentiellement à Paris).*

– A noter que 3 orgas (LCR, OCT, CCA) ont revendiqué, chacune, une Commission Nationale Homosexuelle (CNH) ; or, si pour les deux dernières, les commissions annoncées n'ont été que des structures fantômatiques (si elles ont existé !!), pour la LCR, par contre, une CNH a bel et bien existé (existe-t-elle encore ?), mais sa création ne fut qu'une opération opportuniste, teintée d'électoralis-

me (du style : «on s'occupe des problèmes des pédés et des gouines, nous aussi à la Ligue»), création acceptée en fait, afin de mieux éluder la question : cette commission spécialisée se révèle être le prétexte/repoussoir pour les non-homos de la LCR, lorsqu'on constate que les travaux de cette CNH n'ont été ni pris en charge, ni même discutés par l'orga toute entière, quand ils n'ont pas été tout bonnement refusés dans leur mise à l'ordre du jour des débats importants – cf. 3e congrès de la LCR en janvier 79 – ce qui a abouti à des ruptures, démissions... ; d'où une CNH de la LCR actuellement moribonde.

~ ~

Actuellement, le Mouvement Homo masculin semble en pleine régénérescence. En effet, après une stagnation politique (voire un recul) du Mouvement, ceci après les années fastes de la période 76-77 (jusqu'au début 78), celui-ci renaît, à l'occasion de l'UEH (Université d'Eté Homosexuelle, s'étant déroulée fin juillet 79 à Marseille) qui a vu se créer différentes structures : le CHEN (Commission Homosexuelle de l'Education Nationale), le GRED (Groupe de Recherche pour une Enfance Différente, sous l'impulsion de pédérastes)... et surtout le COUARH (Comité d'Urgence Anti-Répression Homosexuelle) qui sera vu plus particulièrement, plus loin en Annexe. Le Mouvement Homo féminin, quant à lui, est faible, constitué de groupes indépendants qui ont du mal à se structurer nationalement ; cependant, quelques groupes de lesbiennes participent (voire les animent) aux campagnes du COUARH.

**CHA : Comité Homosexuel d'Arrondissement.*
GLH : Groupe de Libération Homosexuelle ou des Homosexualités – signification variable suivant les villes.

NOTE AU LECTEUR

Même s'il a été décrit dans ses grandes lignes, le Mouvement Homo féminin n'a été que peu abordé en fait, en particulier compte-tenu de sa faible audience actuelle et surtout de sa complexité.
La question devrait être traitée plus tard, en tentant notamment de répondre aux interrogations suivantes : analyse de la création des Groupes de Lesbiennes (qui ? où ? comment ?), leur lien avec le Mouvement des Femmes...

ANNEXE : LE COMITÉ D'URGENCE ANTI-RÉPRESSION HOMOSEXUELLE (C.O.U.A.R.H.)

Le COUARH, né à l'UEH en fin Juillet 79, s'est mis en place en septembre, avec comme but essentiel de «défendre tout homosexuel(le) attaqué en tant que tel», d'où les points suivants d'intervention qui avaient été alors proposés : campagne contre l'homophobie ; suppression des fichiers d'homos ; abrogation de l'art. 16 de la Fonction Publique et des art. 330 et 33 du Code Pénal ; suppression des notions de pudeur, moralité et bonnes mœurs ; lutte contre la médicalisation et la psychiatrisation de l'homosexualité...

Dès ses débuts, il fut constitué de l'essentiel des GLH et CHA, de quelques Groupes de Lesbiennes, devenant de plus en plus nombreux, et de groupes homos confessionnels. La campagne du COUARH s'appuie, en premier lieu, sur une *pétition* (cf. plus bas) ayant pour but de jouer lors du débat législatif sur les propositions de loi (Caillavet au Sénat et PS-MRG à l'Assemblée Nationale) visant à abroger les art. 330-2 et 331-3 du Code Pénal ; par ailleurs, cette pétition sert aussi, d'une part à la défense des cas «nationaux» d'interdictions professionnelles pour homosexualité (Croissant, Fourniols, Léal-Clavel, Rossignol...) et, d'autre part, de bon moyen, et de sensibilisation aux différentes répressions que subissent les homosexuel(le)s et de discussion sur l'homosexualité en général avec différentes organisations.

Mais, c'est en début 80 que la dynamique du COUARH semble vraiment se réaliser, avec, en dehors de la campagne sur la pétition qui se poursuit, différentes autres perspectives : à court terme, diverses actions au sujet du vote prochain des lois ; le renforcement de la campagne sur les discriminations professionnelles, avec notamment la prolongation des contacts avec les organisations syndicales (essentiellement la CFDT-SGEN) ; l'amorce donnée à une nouvelle campagne sur la possibilité aux parents homosexuels de conserver leur droit de garde ou de visite, de même que d'obtenir le droit d'adoption, ceci à partir de cas d'enfants retirés à leurs mères lesbiennes...

PÉTITION A L'INITIATIVE DU COMITÉ D'URGENCE ANTIRÉPRESSION HOMOSEXUELLE

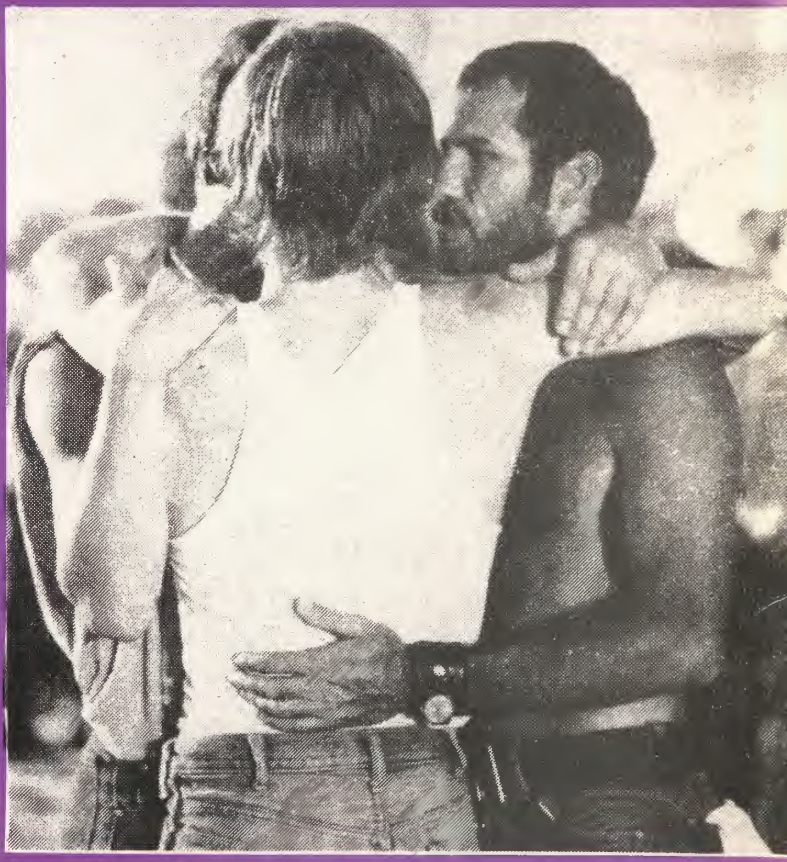
A l'heure où les déclarations en faveur des droits de l'homme, contre le racisme, pour les libertés se multiplient ; à l'heure où personne ne peut plus admettre que des individus soient chassés de leur emploi à cause de leur race, leur religion, leur sexe (loi du 11 juillet 1975) ; les homosexuels et les lesbiennes subissent toujours, en France, une véritable persécution dans le travail. Chaque année des milliers d'entre eux sont licenciés, font l'objet de chantage de la part de leurs employeurs à cause de leur orientation sexuelle (en particulier dans la Fonction Publique en vertu de l'article 12, al. 2, titre II du code, relatif à la bonne moralité).

Les signataires exigent la fin de toute discrimination à l'égard des homosexuels et des lesbiennes et demandent l'extension et l'application de la loi du 11 juillet 1975 à l'orientation sexuelle.

Une centaine de personnalités ont déjà signé cette pétition.

Supplément à : «Tout le Pouvoir aux Travailleurs» numéro 27 - Com. par. 57925 - Directeur de publication : SENEZ - Dépôt légal N° 42 988.
Supplément à «Lutter» - Com. par. 59164 - Directeur de publication : G. YVERNEL.

IMPRIMERIE : MINOGRAPHIE - Tél : 797-63-51



Union des Travailleurs Communistes Libertaires

Éditions «L»
(sans autre mention)

BP 333
75525 PARIS CEDEX 11